

**UNION MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**

**22^{ème} SESSION ORDINAIRE DE LA CONFERENCE DES CHEFS
D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UNION ECONOMIQUE ET
MONETAIRE OUEST AFRICAINE**

**CEREMONIE D'OUVERTURE : DISCOURS DE
MONSIEUR SANI YAYA,
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES DE L'UEMOA**

xxxxx, le 25 mars 2021

Excellence, Monsieur le Président de la République de Côte d'Ivoire, Président de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA ;

Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA ;

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil des Ministres de l'UEMOA ;

Madame et Messieurs les Chefs d'institutions et organes de l'Union ;

Monsieur le Président de la Commission de la CEDEAO ;

Excellence, Monsieur le Doyen du Corps Diplomatique ;

Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs ;

Excellences, Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Africaines et Internationales ;

Distingués invités ;

Mesdames, Messieurs ;

J'ai l'insigne honneur de m'adresser à Vos Excellences et votre Auguste Assemblée, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de la 22^{ème} session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union.

Mais avant tout propos, je voudrais, au nom de mes collègues du Conseil des Ministres et en mon nom propre, présenter nos condoléances à Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire et au peuple ivoirien suite au décès du Premier Ministre Hamed BAKAYOKO. Que son âme repose en paix.

Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Permettez-moi de relever que vos orientations avisées et l'attention toute particulière que vous portez aux Institutions et Organes de l'Union, traduisent votre engagement et votre attachement profond à l'intégration régionale qui reste la voie la plus efficace et la plus

efficace pour développer notre espace au profit de nos populations.

Je voudrais également, Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement profiter de l'occasion pour remercier mes pairs du Conseil des Ministres pour le soutien constant et la qualité de la contribution aux travaux de notre instance.

C'est aussi pour moi, le lieu d'adresser nos vifs remerciements à tous les partenaires techniques et financiers bilatéraux et multilatéraux, pour leur appui constant depuis le début de la pandémie mais aussi dans le processus de transformation structurelle des économies des Etats membres de l'Union.

Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

La crise sanitaire de la COVID-19 a eu des effets néfastes sur l'activité économique au sein de l'UEMOA qui a connu un fort ralentissement. Le taux de croissance du PIB, initialement attendu à 6,6% en 2020, est ressorti à 0,9%, en raison de la baisse générale de

l'activité, en particulier dans les secteurs de la manufacture, du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration.

Le niveau général des prix a progressé de 2,1% en 2020 après une baisse de 0,7% en 2019, sous l'effet du renchérissement des denrées de grande consommation, consécutif aux difficultés d'approvisionnement des marchés.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire s'est aggravé de 3,4 points de pourcentage du PIB pour s'établir à 5,8% en 2020, en raison de la forte progression des dépenses, notamment celles engendrées par la riposte contre la pandémie, dans un contexte de quasi-stagnation des recettes.

Au plan monétaire, la Banque Centrale a pris les dispositions idoines pour prévenir les tensions de liquidité au niveau du système bancaire, afin de lui permettre de répondre efficacement aux besoins des Etats, soutenir la reprise de l'activité et réduire les risques de stress financiers. Ainsi, la totalité des besoins

de liquidé exprimés par les banques a été servie, dès le début de la crise, à un taux unique de 2,5%, qui a été revu à la baisse à 2% à compter du 24 juin, soit l'un des taux les plus bas en Afrique.

Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

L'impact de la pandémie de COVID-19 a pu être contenu au sein de l'Union, à la faveur de l'action coordonnée des Etats membres sous votre leadership, des Organes et Institutions régionales. En effet, pour atténuer les conséquences de la pandémie sur les populations et limiter sa propagation, les Etats sous votre haute impulsion ont pris des mesures fortes pour soutenir les populations vulnérables, assurer une prise en charge adéquate des malades et relancer l'économie.

Dans un contexte de moins-values de recettes fiscales, la BCEAO a, en collaboration avec l'Agence UMOA-Titres, permis aux Etats de lever des fonds à coût modéré sur le marché de la dette publique, à travers le lancement des « Bons COVID-19 », pour faire face aux

urgences du moment. Ainsi, les Etats ont pu mobiliser un montant de 1.172,6 milliards, pour trois mois, au taux moyen de 3,14%. A l'échéance de ces Bons, l'opération a été renouvelée à trois reprises, au cours desquelles les Etats ont levé successivement des montants de 831,1 milliards, 683,6 milliards et 548,1 milliards à des taux inférieurs à 2,5%. En outre, pour soutenir les entreprises en difficulté du fait de la crise, la Banque Centrale a invité les banques et les institutions de microfinance à leur accorder un report d'échéances sur leurs prêts, pour une période de trois mois renouvelable, sans charge d'intérêt, ni frais, ni pénalité de retard. A travers cette initiative, 2.671 entreprises et 9.025 salariés du secteur privé et 17 systèmes financiers décentralisés ont pu bénéficier des reports d'échéance pour un montant cumulé de 380,4 milliards à fin décembre 2020.

La BCEAO a également œuvré, de concert avec les banques et les établissements de monnaie électronique, pour une réduction des coûts d'utilisation des moyens de paiement digitaux, afin d'inciter la population à y recourir davantage durant la période de restriction des

déplacements et des contacts physiques, imposée par la pandémie. Cette disposition a permis l'ouverture de 14 millions de nouveaux comptes de monnaie électronique, en trois mois, soit le même nombre de nouveaux comptes enregistrés sur toute l'année 2019.

La BOAD a apporté un appui au secteur public, à travers notamment, la mise en place d'un programme spécial de prêts concessionnels d'un montant de 200 milliards visant le renforcement de la résilience sanitaire des Etats membres face aux impacts négatifs de la pandémie de COVID-19. En outre, un programme spécial de 100 milliards a été mis en place en faveur des banques commerciales pour le soutien aux PME-PMI affectées par la crise sanitaire.

Le Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) a, quant à lui, diffusé, à travers les canaux habilités, des directives à l'attention des intermédiaires du marché, des émetteurs de titres cotés et des investisseurs. Il a, en outre, publié des textes réglementaires appropriés permettant une

réponse rapide aux besoins de financement du secteur public et du secteur privé.

Pour sa part, la Commission de l'UEMOA a affecté 15 milliards au mécanisme de bonification de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), permettant d'octroyer 40 milliards de prêts concessionnels au profit des Etats membres de l'Union. En outre, dans le cadre de l'accompagnement de la mise en œuvre des plans nationaux de la riposte sanitaire et pour aider les Etats membres à faire face à leurs besoins urgents d'équipements et intrants, la Commission de l'UEMOA a mis à la disposition des Etats membres la somme de 10 milliards.

Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Conformément au Traité de l'Union, le Conseil des Ministre s'est réuni en session Extraordinaire le 15 mars 2021 pour examiner les différents dossiers soumis à votre haute appréciation. Ces dossiers portent sur la situation de l'Union dont le rapport Vous sera soumis

lors de la session d Huis-Clos ainsi que sur les grands chantiers et réformes de l'Union.

En résumé, les grandes conclusions de ce rapport sur l'état de l'Union révèlent que pour faire face aux défis majeurs de nos Etats, les efforts se sont poursuivis en 2020, dans le cadre de la mise en œuvre des grands chantiers concourant à l'approfondissement du processus d'intégration économique ainsi que des grands chantiers et réformes dans un contexte marqué par la pandémie de COVID19. En outre, nos économies se sont montrées assez résilientes, la situation monétaire de l'Union reste stable et nos institutions se sont montrées proactive face à cet important choc sans précédent. L'année 2021 laisse entrevoir des perspectives de relance économique dans l'Union si la pandémie est maîtrisée. A ce propos, le vaccin contre la COVID-19 laisse pointer une lueur d'espoir.

Néanmoins, au regard de la nouvelle donne imposée par cette pandémie pleine d'incertitudes, il est impératif de mobiliser toutes nos ressources et tous nos partenaires afin de relever cet énième défi.

Je reste convaincu et l'ensemble du Conseil des Ministres avec moi, que, sous votre impulsion et votre leadership, nous relèverons ce défi comme bien d'autres l'ont été pour le bonheur de nos populations.

Je vous remercie de votre très haute attention.